



Rete dei Comunisti

BULLETIN INTERNATIONAL

Jun 2022



Crise systémique et crise militaire

Mauro Casadio » Rete dei Comunisti

L'impasse comme accumulation de contradictions

Si nous sommes appelés à faire une analyse de la situation actuelle, nous risquons d'être biaisés si nous n'analysons pas les conditions qui ont conduit à la situation actuelle. Ainsi, afin de décrire la dynamique qui conduit aujourd'hui à la "formalisation" des contradictions actuelles, nous devons décrire brièvement le chemin parcouru par celles-ci au cours de la dernière décennie.

Certes, après la fin de l'URSS, il y a eu une phase de stabilité due à la possibilité pour le capital de s'auto-valoriser en utilisant les énormes espaces matériels qui avaient été créés, y compris la Chine, et le développement des forces productives causé par la science et la technologie et la forte réduction de la lutte des classes, par le bas, au niveau international.

Cette condition "vertueuse" a duré jusqu'à la crise financière de 2007/2008, même si elle a été précédée par d'autres moments de chute pour la finance, marquant un premier changement dans la ligne de croissance, s'incurvant vers une tendance plus "plate" ; et au cours de la dernière décennie, cette tendance s'est encore accentuée.

Cet état de fait, caractérisé par une crise latente, n'a cependant pas remis en cause l'hégémonie américaine et l'équilibre international des forces, mais a fait croître les concurrents potentiels, conduisant effectivement à une impasse

dans les rapports de force internationaux.

Il convient de préciser que par "rapports de force", nous n'entendons pas les rapports éminemment militaires, mais, outre ceux-ci bien sûr, les rapports économiques, sociaux, idéologiques, etc.

L'impasse a été provoquée par des facteurs structurels que je vais essayer d'énumérer de manière concise, en commençant par un concept général qui me semble le plus utile pour fournir une interprétation stratégique de la situation.

Je fais référence à l'utilisation du terme "mode de production capitaliste" plutôt que du terme "capitalisme", qui définit les spécificités des différents pays, leurs relations de concurrence, mais relègue la dynamique globale au second plan.

Si, jusqu'à la fin du 20e siècle, il existait un monde bipolaire composé de deux systèmes sociaux antagonistes, 91 a déterminé le potentiel de mondialisation des PPM, qui s'est effectivement concrétisé au cours des trente années suivantes ; en d'autres termes, les possibilités de croissance extensive étaient "saturées". Le potentiel supplémentaire de "capitalisation" d'autres espaces est désormais résiduel par rapport à la taille déjà atteinte du marché mondial.

Nous sommes passés de la surproduction de biens des années 1970 à la surproduction de capital, avec un énorme processus de financia-

risation, permettant ainsi à d'énormes investissements d'occuper les espaces productifs qui se sont ouverts depuis les années 1990. Face à la limitation de la croissance du marché, qui s'est progressivement manifestée, la masse monétaire disponible tend à se reproduire et à s'accroître uniquement dans la dimension financière et spéculative. D'où les fréquentes crises financières et les bulles spéculatives.

Dans le cadre de la croissance de cette masse financière anormale, la position monopolistique du dollar est minée au fil du temps ; paradoxalement, le premier acte a été la naissance de l'euro, c'est-à-dire des alliés de l'OTAN, brisant une situation de fait qui durait depuis 1971. Par la suite, la monnaie chinoise et une prolifération de crypto-monnaies se sont installées, comme un symptôme de l'érosion constante et cohérente du monopole monétaire américain.

Une augmentation considérable de la composition organique du capital en production dans le monde entier. Cela a produit une série d'effets à une échelle jamais connue dans l'histoire ; la croissance du capital fixe dans la production s'est accompagnée de la réduction du FL nécessaire. Le processus qui a commencé dans les centres impérialistes atteint maintenant ce qui était autrefois les périphéries productives qui ne le sont plus ; voir précisément la Chine.

En termes économiques, cela signifie un rétrécissement des marchés des biens, même ceux des pays impérialistes, causé par la détérioration des conditions de travail et de vie des classes subalternes, qui ont eu des pourcentages toujours plus faibles de la richesse produite dans le monde.

Une impasse a également été atteinte dans la sphère militaire où le développement technologique global (c'est-à-dire également accessible à des pays relativement importants) et l'équilibre nucléaire ont jusqu'à présent empêché l'utilisation extensive de la destruction du capital par la guerre. Cela n'a été possible depuis les années 1990 que sous des formes limitées dans les dizaines de conflits plus ou moins importants qui ont été essentiellement décidés par l'Occident impérialiste.

"Last but not least" la limite environnementale et la finitude de la planète entrent en contradiction directe avec un capital globalisé tendant vers une croissance infinie et donc contraint de forcer cette limite objective insurmontable. Telle est la réalité en dépit de la mystification idéologique que l'on fait de la défense de l'environnement et sur laquelle l'UE a construit son image politique internationale, qui est en fait assez ternie aujourd'hui.

L'évolution et l'aggravation de ces contradictions fondamentales du PPM se sont déroulées de manière karstique, en particulier au cours de la dernière décennie, produisant des frictions de plus en plus fortes, mais que les forces en présence (étatiques, commerciales, politiques) ont contenues afin d'éviter un conflit d'où aurait émergé une rupture de l'équilibre international, toujours dominé par les États-Unis, produisant un choc à l'issue incertaine, comme nous le constatons effectivement.

Fin de l'impasse, du réflexe géopolitique et de la guerre

La combinaison de ces contradictions a fonctionné systématiquement et produit un saut

qualitatif dans la situation qui est maintenant sous les yeux du monde entier. Nous pouvons dire en résumé que la rupture historique en cours (nous sommes encore au début de son potentiel) est de la même profondeur que celle qui s'est produite avec la fin de l'URSS, mais de signe politique opposé.

Le symptôme du point de "saturation" atteint a été la fuite d'Afghanistan des États-Unis et de l'OTAN, c'est-à-dire de l'Occident tout entier. Une défaite qui n'était pas militaire, les Talibans n'en avaient pas la force. Elle n'est pas non plus comparable à la fuite du VietNam où l'affrontement a vu les puissances militaires et nucléaires de l'époque, les USA, l'URSS et la Chine, directement sur le terrain.

Il est tout simplement devenu évident qu'il était impossible pour les États-Unis, malgré l'absence d'antagonistes stratégiques, de maintenir l'objectif qu'ils s'étaient fixé pour le 21^e siècle, à savoir conserver et accroître leur hégémonie mondiale.

L'impossibilité de mettre en pratique un tel objectif est donc devenue évidente, et les guerres menées au Moyen-Orient depuis 1991 pour assurer le contrôle ont toutes échoué, car les États-Unis ne disposaient pas concrètement de la force matérielle nécessaire pour maintenir ce rôle.

En fait, pour les Occidentaux, cette limitation était déjà évidente et a été en quelque sorte formalisée lors du G7 de juin 21 en Cornouailles, où la recomposition occidentale, dans la confrontation tous azimuts avec la Chine, était évidente ; au point de théoriser une "route de la soie démocratique" atlantique en opposition à la

croissance chinoise et aux possibilités de croissance autonome en Asie.

En bref, le fiasco afghan a montré cette perte de pouvoir pour la continuité du projet unipolaire, faisant apparaître au grand jour toutes les contradictions jusqu'alors cachées en raison d'une volonté commune et d'un équilibre des forces.

C'est ce repli stratégique opéré en Asie et la nécessité pour l'OTAN de consolider son contrôle à l'Ouest, avec l'extension de celui-ci à l'Est, qui ont produit l'intervention russe en Ukraine, faisant monter les enchères et défiant l'UE et les États-Unis également sur le plan nucléaire et sortant ainsi formellement de l'impasse.

D'une certaine manière, il s'est révélé être un "roi nu" qui ne peut pas faire avec la Russie ce qu'il a fait dans le passé avec la Yougoslavie, l'Irak et la Libye.

Les événements ukrainiens ont donc à voir avec le rééquilibrage des rapports de force au niveau mondial. Un rééquilibrage qui ouvre une phase, dont on ne sait pas combien de temps, de confrontation et de chaos international.

Sans entrer dans trop de détails, et en décrivant la dynamique bien que grossièrement, ce qui émerge est une confrontation entre la zone euro-atlantique et la zone eurasiennne (l'Europe semblant jouer le rôle de pivot et de friction), où, toutefois, les sujets les plus en difficulté sur le plan stratégique sont les impérialismes historiques du monde occidental.

Dans la vaste confrontation qui s'ouvre, bien au-delà des événements spécifiques en Ukraine, la

cause de la difficulté provient du fait structurel que le potentiel de croissance est presque entièrement entre les mains de la zone eurasiennne théorisée.

Cela s'explique par la taille du marché et de la population, le niveau technologique assez avancé atteint notamment en Chine, le potentiel militaire global avec la Russie, et les ressources naturelles. Des éléments tout à l'avantage de cette importante partie du monde qui pourrait aspirer à une croissance indépendante de l'Occident.

D'autre part, la zone euro-atlantique aurait des marges de croissance beaucoup plus étroites, avec des contradictions internes tant en Afrique qu'en Amérique latine et avec un équilibre à trouver entre les États-Unis et l'UE, qui sont de toute façon des concurrents même s'ils ne sont pas antagonistes.

Ceci tant en termes monétaires - l'euro est une réalité distincte du dollar - que dans la redéfinition des relations au sein de l'OTAN, au sein de laquelle l'UE entend développer sa propre capacité militaire.

Parallèlement à ces deux domaines, on assiste également à un effritement de ce qui était autrefois des alliances occidentales, des Émirats arabes à la Turquie et autres, qui tendent à redéfinir leurs propres intérêts au-delà de ce qui était jusqu'à hier des alignements internationaux.

Crise et démondialisation

Les nombreuses analyses et hypothèses possibles, qui peuvent être orientées dans diverses directions, devront être vérifiées dans les développements futurs d'un changement historique

qui ne fait en fait que commencer. Nous sommes donc "autorisés" à émettre des hypothèses et à parier sur des scénarios tout en étant conscients de leur relativité.

Il y a cependant un fait qui est déjà clair, si l'on se place du point de vue des PPM et non des différents "capitalismes" en compétition ; c'est que les conditions d'une croissance à la mesure de la taille du capital mondial et de son besoin de valorisation ne sont plus réunies, sauf à aller vers une guerre généralisée et probablement nucléaire. Mais c'est une perspective qu'il est désormais prématuré d'étudier.

Les croissances partielles qui sont possibles dans l'état actuel des choses - nous parlons de la masse du capital et des taux de profit - peuvent être le produit d'une exploitation accentuée de la force de travail et de la nature, comprise en termes modernes, mais aussi du choc et de la concurrence des intérêts qui se forment en tant que blocs financiers-économiques-étatiques. C'est une perspective qui n'incite certainement pas à l'optimisme.

Comme mentionné, la phase unipolaire de la mondialisation semble devoir être suivie par l'établissement de blocs/alliances dans une compétition multipolaire avec deux acteurs principaux, mais aussi avec d'autres pays qui tentent de suivre des voies autonomes adaptées à leurs propres intérêts, au-delà des alignements possibles.

Dans ce scénario, représenté ici de manière assez succincte, les aspects spécifiques des différents acteurs du domaine sont laissés de côté, notamment la nature des États qui se réfèrent d'une manière ou d'une autre au socialisme,

c'est-à-dire la Chine, d'autres pays d'Asie, mais aussi ceux d'Amérique latine.

La condition à laquelle nous sommes maintenant confrontés avec la défaite de l'URSS - comprise non pas comme une expérience concrète et contradictoire mais comme la possibilité d'une alternative sociale globale - est que la dynamique du PPM s'est pleinement affirmée au niveau mondial, ce qui ne laisse aucune place à la médiation des intérêts ; surtout aujourd'hui, alors que les limites mondiales d'une telle croissance ont été atteintes, à partir desquelles on ne peut que régresser.

Certes, le parti communiste chinois a utilisé ce mode de production pour sa propre croissance globale tout en laissant le système politique inchangé, y parvenant certainement, du moins en partie ; mais il s'agit d'un test à faire pour comprendre si ce sera la dynamique du capital qui, à long terme, conditionnera les choix stratégiques du pays.

Nous traversons donc une phase régressive due aux limitations matérielles énumérées qui, même si elle ne conduit pas nécessairement à un conflit immédiat (l'OTAN sur l'Ukraine envoie des armes, mais n'intervient pas et se contente de faire combattre cette population pour le compte d'autres), peut très concrètement envisager à l'avenir un conflit nucléaire.

Ce mode de production, en effet, n'envisage pas de solutions générales et émancipatrices, mais seulement la concurrence dans ses conséquences ultimes ; comme d'ailleurs Von Der Leyen l'a rappelé à plusieurs reprises en déclarant que l'UE doit tenir son rang dans un monde hyperconcurrentiel.

Des conditions changeantes pour l'UE

Le changement des équilibres mondiaux et la fin de la phase unipolaire "statique" ont inévitablement un impact sur le long processus de construction de l'Union européenne, sur lequel les groupes dominants ont agi dans le temps de manière cohérente et en relation avec les développements qui se sont produits de temps en temps dans les différentes étapes.

Ce n'est pas une coïncidence si, lorsque l'on compare le tableau général du début des années 1990 à celui d'aujourd'hui, la seule constante qui demeure et ne régresse pas est la construction de cette nouvelle entité étatique, bien que sous des formes qui ne sont pas encore définitives.

Pourtant, de nombreux obstacles sérieux se sont dressés au cours des décennies de construction. À commencer par la crise financière de 1992 et l'accord de Maastricht qui a amorcé la déconstruction de l'État-providence, puis la naissance de l'euro, que les Cassandre de droite et de gauche ont pratiquement donné pour mort.

La crise financière de 2007/2008, la crise de la dette souveraine grecque qui a reflété une difficulté continentale en particulier des soi-disant PIGS, le début de l'assouplissement quantitatif géré par Mario Draghi de la BCE, la crise ukrainienne de 2014 - où l'UE a soutenu le coup d'État - et enfin la pandémie, souvent lue comme une nouvelle vérification de l'impuissance de l'UE.

En réalité, c'est précisément dans cette dernière phase que l'UE a marqué de sérieux points sur le

plan économique, au-delà de l'aspect purement sanitaire des vaccins qui a révélé, au contraire, la crise structurelle de l'assistance publique.

Elle en a profité pour faire un premier pas vers une dette européenne commune, ce à quoi les pays d'Europe du Nord se sont fortement opposés, renforçant l'euro sur le marché mondial comme effet secondaire, et a entrepris de centraliser la structure industrielle de l'Europe.

Le PNR représente cette perspective en visant une restructuration continentale de la production, en ramenant et en raccourcissant les chaînes de production dans la zone européenne, méditerranéenne et nord-africaine, qui peut également être contrôlée militairement par l'UE.

Enfin, on a tenté de donner un vernis écologiste aux politiques énergétiques, qui en réalité s'est rapidement "décollé" face au vent de guerre venant d'Ukraine.

En bref, les crises périodiques qui se sont produites au cours des trente dernières années ont en fait été l'"essence" avec laquelle l'UE a voyagé.

Il ne fait aucun doute que la situation de guerre qui se précipite en Europe crée une fois de plus une condition qui oblige les groupes dirigeants de l'UE à redéfinir leur rôle dans les relations internationales et dans l'emprise politique et sociale interne.

En fait, la question d'une armée européenne est sur la table depuis un certain temps, sa nécessité est reconnue afin de donner à l'UE un rôle plus fort dans le contexte mondial, mais jusqu'à présent, il y a eu très peu de choix concrets

dans ce sens.

Ce qui se passe est donc certainement une difficulté mais aussi une opportunité à saisir, et l'augmentation des dépenses militaires à 2 % en est un parfait exemple.

Pour en revenir au tableau général présenté ci-dessus, les États-Unis doivent renforcer leur sphère d'influence atlantique, qui doit d'une part compter avec l'ennemi "extérieur", à savoir la Russie, qui est projetée vers un accord stratégique avec la Chine, mais aussi avec les autres États asiatiques.

L'Inde, l'Iran, le Kazakhstan et les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et même l'Afghanistan des talibans sont les relations qui se tissent au niveau économique ; l'exemple de l'accord entre l'Inde et la Russie sur le charbon est significatif, et diplomatique, avec une accélération produite par l'impuissance occidentale manifeste dans ce domaine.

Mais il faut aussi réduire l'autonomie de l'UE tant sur le plan politique qu'économique ; sans oublier que la résilience de l'Euro est de toute façon une limite à la force du Dollar, surtout à l'heure de la multiplication des monnaies et crypto-monnaies, comme moyen d'échange et réserve internationale.

La crise militaire actuelle est exactement le produit de ces besoins américains, qui visent à nouveau à déclencher un conflit en Europe en laissant une fois de plus le territoire américain à l'écart.

Ce jeu avait déjà été joué dans les années 1980 avec les euro-missiles, où l'on avait fait d'une

Pierre deux coups, en contenant l'URSS d'une part et en écrasant l'ostpolitik de l'Allemagne de Willy Brandt d'autre part.

Bien sûr, ce "jeu" américain est aujourd'hui une sorte de compulsion de répétition, mais il s'inscrit dans un contexte complètement différent, et il n'est pas du tout certain qu'il ait le même résultat que dans les années 1980.

L'UE affirme depuis longtemps qu'elle entend être une puissance capable de soutenir une ère d'hypercompétitivité ; les déclarations en ce sens se sont multipliées dans les mois précédant la guerre.

L'obstacle que l'UE doit surmonter est donc de savoir comment rester dans l'OTAN, ne serait-ce qu'en raison de la disparité militaire avec les États-Unis, en devenant un partenaire de débat égal avec son interlocuteur étranger obligatoire, compte tenu du contexte international.

Ce qui est présenté à l'UE est un autre test sur la route de sa "certification" en tant que sujet unitaire pleinement impérialiste. Un test dont l'issue, à l'heure actuelle, n'est pas du tout acquise, mais qui s'inscrit dans la logique de la construction d'un "nouveau" concurrent mon-

dial.

Cela implique un réarmement substantiel avec une diminution des dépenses sociales, qui sont déjà en place, l'utilisation des ressources énergétiques fossiles, comme l'a déclaré Draghi, la relance des centrales nucléaires, etc.

En bref, toute la rhétorique pacifiste et écologiste de l'UE et la rhétorique des droits sociaux sont sautées, sapant les cercles politiques et sociaux qui ont cru et soutenu cette hypothèse, à commencer par le mouvement vexé et choyé de Greta Thunberg.

Enfin, l'acceptation complète des immigrants ukrainiens, en laissant toujours de côté ceux d'Afrique et d'Asie, démantèle un autre morceau de l'image "boniste" sur laquelle ils pensaient faire reposer le "soft power" du vieux continent.

Il est trop tôt pour faire des prédictions sur l'issue de cette transition, car il existe de nombreux scénarios possibles, tous susceptibles d'être fortement modifiés en fonction des événements qui se dérouleront ; mais il est important d'être clair sur la tendance de l'UE à s'imposer comme une puissance mondiale. Une puissance qui, à notre avis, ne peut être que de caractère impérialiste.



Un message de bienvenue aux délégués de la Fédération syndicale mondiale (FSM)

En tant que Rete dei Comunisti, nous souhaitons saluer les plus de 400 délégués de plus de 100 pays qui sont venus en Italie pour le 18ème Congrès de la FSM/FSM qui se tiendra du 6 au 8 mai, ainsi que tous ceux qui le suivent de loin.

C'est un honneur de vous recevoir dans notre pays, après plus de 70 ans depuis le dernier Congrès qui s'est tenu en Italie, alors que les décombres de la Seconde Guerre mondiale étaient encore bien visibles et que tant de vies de jeunes, de travailleurs et de femmes avaient été sacrifiées pour nous libérer du nazi-fascisme. Et c'est un bien triste spectacle que de voir leur mémoire insultée par le gouvernement Draghi et le président Mattarella qui assimilent la résistance italienne d'hier à la "résistance" ukrainienne d'aujourd'hui mentionnée plus haut et à ses bataillons nazis notoires.

Les pandémies qui sévissent depuis plus de deux ans, les conflits armés qui déchirent l'humanité et une crise écologique qui ne cesse de s'aggraver démontrent le danger du modèle de développement capitaliste actuel.

Un mode de production, le mode capitaliste, dans lequel une toute petite partie de la population mondiale exploite la richesse produite par le travail vivant de milliards de personnes, utilise la technologie non pas pour la satisfaction des besoins du plus grand nombre, et dilapide les richesses de la planète, laissant une partie toujours plus grande de la population mondiale croupir dans la pauvreté absolue, sans maison, sans emploi et sans repas décent, en l'absence

de soins médicaux et d'éducation.

L'impérialisme occidental des États-Unis et celui de l'Union européenne, grâce à l'Alliance atlantique, veulent imposer leur ordre mondial néocolonial en tuant dans l'œuf l'émergence d'un monde multipolaire. Un monde où les États et les Peuples - notamment ceux du Sud - conservant, ou conquérant, leur pleine souveraineté, peuvent choisir la voie de la coopération et non du conflit, du soutien mutuel et non de la guerre, du progrès et non de la réaction.

Un impérialisme, celui de l'Occident, qui écrase aussi son talon de fer sur la nuque des classes subalternes dans ses propres pays, et réduit à quelques garanties ce qui avait été les conquêtes que le monde du travail avait arrachées de haute lutte.

Elle ne veut pas de travailleurs, mais des esclaves, privés des droits les plus élémentaires, elle ne veut pas de citoyens, mais des sujets vidés de leur capacité de décision, et elle met en œuvre une politique de plus en plus discriminatoire et régressive à l'égard des femmes, des minorités et des immigrants.

L'Union européenne, qui s'est cachée pendant des années derrière une fausse idéologie progressiste, a depuis longtemps jeté son masque, et se montre pour ce qu'elle est : un outil aux mains des oligarchies européennes contre la classe ouvrière de ses propres pays, et les peuples qu'elle cherche à soumettre par ses propres politiques sur d'autres continents, notam-

ment en Afrique.

Une Union européenne qui se réarme et développe son bras armé, une Union européenne qui a fait de la mer Méditerranée le plus grand cimetière du continent, une Union européenne qui agite instrumentalement la question des droits de l'homme uniquement en fonction des intérêts de sa propre politique étrangère mais ne les respecte pas chez elle.

Une Union européenne qui, avec la nomination du gouvernement Draghi, a commissarié notre pays, choisissant l'ancien chef de la BCE comme pivot d'une stratégie de restructuration productive, décidée à Bruxelles, et d'aventurisme belliqueux que les classes populaires paient déjà, et paieront de plus en plus, si une opposition socio-politique digne de ce nom ne se lève pas.

La grève générale du 11 octobre dernier, appelée par l'USB avec tout le syndicalisme de base et conflictuel, et la grève du secteur privé de l'USB du 22 avril dernier avec une mobilisation nationale à Rome, ainsi que la grève étudiante concomitante de l'Organisation alternative étudiante (OSA), sont les premiers signes, excellents, qui donnent de l'espoir et qu'en tant

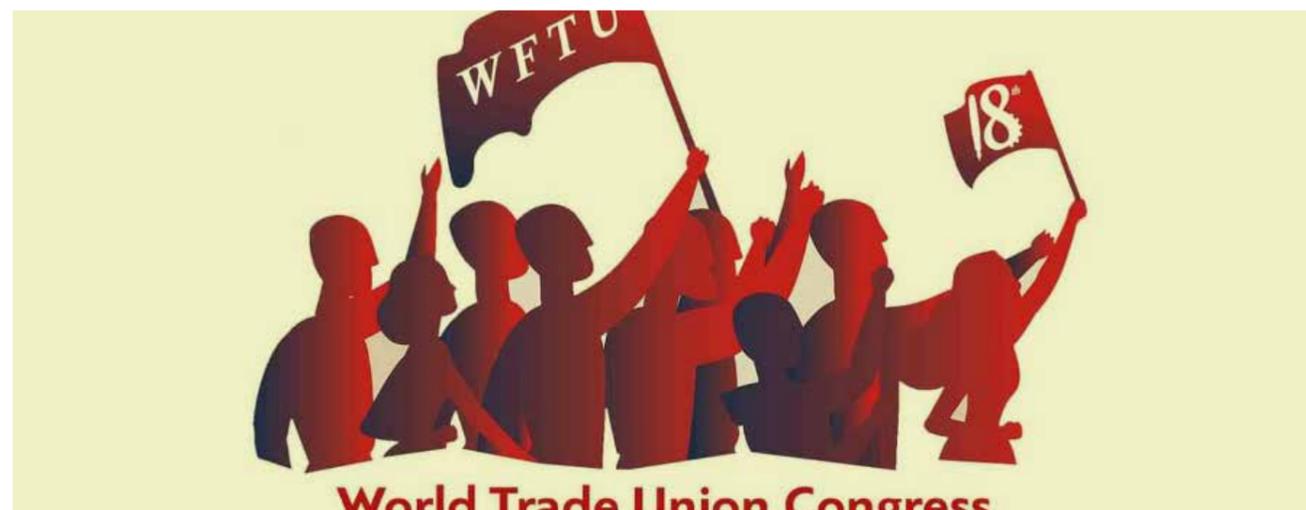
que Réseau communiste nous avons immédiatement soutenus et aidés à construire.

Dans ce contexte mondial de tendance à la guerre, le mouvement ouvrier organisé au niveau international est appelé à une tâche très difficile, comme il l'a été à la veille de la Première Guerre mondiale où les folies des classes dirigeantes européennes ont conduit à cette triste boucherie que nous connaissons si bien, et qui n'a pas été empêchée aussi à cause du social-chauvinisme de ses dirigeants qui ont trahi l'esprit internationaliste.

De cette catastrophe, cependant, dans ce qui était la Russie tsariste, a triomphé la révolution bolchevique de 1917 qui a donné un message d'espoir à tous les peuples, qui, selon nous, est toujours valable et palpitant.

En tant que Rete dei Comunisti, grâce à la force que nous donne votre présence, nous poursuivons notre combat contre l'OTAN et l'Union européenne, et pour renforcer le syndicalisme indépendant, conflictuel et de classe du Syndicat de base.

Pour la paix entre les peuples ! Pour le socialisme !



Congrès Fsm, contre la guerre et l'économie de guerre

Entretien avec Cinzia Della Porta, leader de l'Usb, en amont du Congrès de la Fédération syndicale mondiale qui se tiendra à Rome ce week-end.

Dans ce climat caractérisé par la guerre et l'économie de guerre, vous accueillerez dans quelques jours le congrès de la Fédération syndicale mondiale à Rome. Quelles sont vos attentes par rapport à ce rendez-vous ?

Guerre, crise, pandémie seront les thèmes du 18e congrès de la Fédération syndicale mondiale, le mouvement international de classe des travailleurs. Le FSM est militant, internationaliste, de classe et l'USB en fait partie depuis sa création, nous l'avons rejoint parce que nous reconnaissons dans le FSM les mêmes principes qui nous ont conduits à construire le syndicat de classe, unitaire, indépendant, conflictuel en Italie.

Le FSM a, depuis sa constitution, placé au centre de l'action du mouvement ouvrier international l'engagement constant de combattre la guerre et les causes qui la déterminent, aujourd'hui dans cette situation, le rendez-vous prend une importance encore plus grande. un moment d'analyse, de confrontation, et surtout pour définir la fonction des syndicats de classe dans le monde dans la phase actuelle.

Le congrès, du 6 au 8 mai, sera un événement extraordinaire, qui n'a été réalisé qu'en 1949 avec la CGIL de Giuseppe Di Vittorio.

Il y aura 435 délégués à Rome, représentant 101 pays, auxquels s'ajouteront 300 autres délégués connectés par streaming en direct, une limitation rendue nécessaire par les difficultés liées à la pandémie.

La seule fois où l'Italie a accueilli une assemblée mondiale de la FSM, c'était il y a 73 ans, en 1949 à Milan à l'occasion du deuxième congrès, alors que Giuseppe Di Vittorio, secrétaire général de la CGIL unie, présidait la Fédération syndicale mondiale.

Depuis lors, malgré les scissions menées dans les années 1950 par le syndicat américain AFL et le TUC britannique, la FSM s'est développée sans relâche dans le monde entier, surmontant même avec élan la fin de l'URSS.

Depuis 1961, année où la CGIL a quitté le syndicat international dont elle avait été le fondateur et le leader dans l'après-guerre, ce n'est qu'en 2010 que la relation avec les travailleurs et les travailleuses italiens a été rétablie et consolidée, grâce à l'adhésion à la Confédération USB.

Or le Conseil présidentiel des FSM, qui s'est réuni les 1er et 2 février, a décidé de confier à l'USB l'organisation du congrès mondial. Le nombre de délégués présents sera réduit par rapport aux derniers congrès de La Havane, Athènes et Durban (Afrique du Sud) en raison des difficultés liées à la pandémie de Covid-19, mais une parti-

icipation active, avec la possibilité de s'exprimer à distance, sera garantie même pour ceux qui ne peuvent pas être physiquement à Rome.

Des délégués syndicaux du monde entier participeront au congrès de la Fsm. Ils représentent des millions de travailleurs dans des dizaines de pays. Quels peuvent être les points de convergence de cette dimension de l'internationalisme de classe ?

435 délégués de 101 pays y participeront, représentant tous les continents.

Le slogan du congrès est : UNIS NOUS CONTINUONS : POUR LA SATISFACTION DE NOS BESOINS AUJOURD'HUI. CONTRE LA BARBARIE IMPÉRIALISTE ET CAPITALISTE.

Les points de convergence sont nombreux : la guerre, le mécanisme concurrentiel du système capitaliste, la crise économique internationale et la concurrence internationale, l'union européenne, un pôle impérialiste en construction, la condition des travailleurs dans le monde, avec des différences appropriées, est soumise à la même logique d'exploitation et d'oppression.

L'analyse commune de la situation et les voies de lutte, de coordination qui en découlent sont essentielles. Commencer par la guerre d'opposition et la coordination des travailleurs de la chaîne de valeur, des ouvriers à la logistique, sont des éléments nécessaires.

En ce qui concerne la crise économique mondiale et la guerre, les conditions et les perceptions sont différentes au niveau international. Une situation très sombre en Europe, mais une évaluation et une condition différentes dans le reste du monde. À l'inverse, les processus d'émancipation semblent être plus rapides dans d'autres pays que dans la "vieille Europe". Que pensez-vous de cela ?

Ce congrès se déroule dans des conditions particulièrement difficiles et sans précédent pour les travailleurs du monde entier en raison de la pandémie qui a causé des millions de morts, de la crise économique mondiale et de l'intensification de la lutte pour le contrôle des marchés, des ressources énergétiques et des voies d'acheminement des marchandises, ce qui accroît le risque d'une guerre généralisée et soumet les travailleurs du monde entier à des conditions qui ne cessent de se détériorer.

En Amérique latine, l'emprise des États-Unis sur l'hégémonie se relâche et, en tournant leur regard ailleurs, des processus sont en cours qui vont dans le sens du renversement du système capitaliste et de ses politiques impérialistes.

En Afrique, des mouvements se consolident qui remettent en cause la présence impérialiste européenne et revendiquent une indépendance véritable et non maniériste.

En Europe, les processus sont sans doute plus lents, et cela est également dû à la forte influence dans tous les pays des syndicats affiliés à la CES, qui sont alimentés par les gouvernements qui les utilisent comme de véritables amortis-

seurs sociaux pour empêcher les travailleurs de prendre conscience des causes de leur condition d'exploitation.

Vous arrivez à ce congrès avec une manifestation importante derrière vous, celle du 22 avril, qui a remis la "variante des travailleurs" au centre. Quelle est votre évaluation de la manifestation et du signal qu'elle a envoyé ?

La manifestation du 22 avril, avec une grève des secteurs de la production, du commerce et de la logistique, a vu la "variante des travailleurs" sur la place avec les étudiants.

Elle a envoyé un énorme signal, une recomposition de classe à laquelle nous travaillons depuis un certain temps et qui est nécessaire pour répondre de manière adéquate à la situation actuelle. Un cortège combatif et vrai, avec des travailleurs et des étudiants, comme on n'en a

pas vu depuis longtemps.

Nous avons ramené les travailleurs comme protagonistes d'une proposition générale : ABAISSER LES ARMES, HAUSSER LES SALAIRES. Les travailleurs montrent qu'ils ont des idées claires sur la guerre et sur les choix du gouvernement, en bloquant l'envoi d'armes comme à Pise et à Gênes et en se mobilisant pour une journée de grève comme vendredi dernier.

Le 22 a été une journée importante, construite avec beaucoup de travail de notre part et dont nous sommes satisfaits tant pour le résultat de la participation que pour ce qu'elle représente dans une situation comme celle-ci, non pas une manifestation de représentants mais une réelle participation des travailleurs et des étudiants. Il s'agit évidemment d'un point de départ, mais le chemin est en cours, des spécificités de l'entreprise à un plan général.



Caorso 22 Mai: abandonnez les illusions, organisez la lutte!

Cambiare Rotta

La mobilisation contre le projet de relance de l'énergie de fission nucléaire par la taxonomie "verte" européenne que nous avons décidé de promouvoir le dimanche 22 mai à la centrale de Caorso avait pour but d'envoyer un signal clair : pour sauver l'environnement, nous devons rompre toute subalternité idéologique et matérielle avec les responsables de l'infarctus écologique que nous subissons déjà.

Face à l'effronterie avec laquelle l'Union européenne et ses Etats membres continuent de parler de transition écologique, alors qu'ils vont en fait dans la direction opposée, le moment est venu d'abandonner définitivement toute illusion que ces institutions puissent écouter et prendre en charge les revendications des milliers de jeunes et de très jeunes qui, ces dernières années, ont rempli les rues pour faire entendre leur voix en défense de l'environnement.

Ce n'est pas de l'intérieur même du système qui nous entraîne vers l'abîme qu'une solution peut venir. Au contraire, nous pouvons voir concrètement comment les processus mis en marche sur le front énergétique ont pour seuls paradigmes ceux de la concurrence et du profit, et il ne pouvait en être autrement pour ceux qui doivent garantir le maintien et la reproduction d'un modèle basé sur l'exploitation systématique de l'homme sur l'homme et de l'homme sur la nature.

Comme nous avons eu l'occasion de l'explo-

rer avec la publication de "Environnement et capitalisme : l'impossible coexistence", il n'y a aucun secteur de la bourgeoisie qui a intérêt à une véritable transition écologique, et donc physiologiquement impossible que celle-ci ait lieu car elle impliquerait la remise en cause des dogmes fondateurs de l'ensemble du mode de production capitaliste, avant même ses différentes déclinaisons.

Il n'y a pas de saints auxquels faire appel, c'est à la jeune génération de prendre l'entière responsabilité de la lutte pour l'environnement, consciente qu'en face de nous, nous n'avons pas un interlocuteur, mais un ennemi. Avec une perspective qui indique immédiatement l'urgence de la rupture, qui ne suffit cependant pas sans une pratique militante et la capacité de construire une organisation et une lutte afin d'influencer le cadre politique.

Il faudra continuer à s'organiser afin de construire la force adéquate pour s'opposer concrètement au modèle actuel de développement écocidaire et belliciste, donc à l'Union européenne, au gouvernement Draghi et au ministre Cingolani, qui représentent les agents actuels de l'hypothèque sur notre avenir.

Dans les différentes étapes du parcours qui nous a conduits à la mobilisation de Caorso cet automne - et plus récemment à la conférence "Un oxymore se promène en Europe : c'est l'environnementalisme capitaliste" - nous avons eu

l'occasion de démasquer les mensonges que la propagande pro-nucléaire cache pour ne pas admettre - souvent seulement à eux-mêmes - qu'ils sont prêts à tout pour ne pas avoir à accepter l'idée que la seule façon de combattre l'injustice - environnementale, sociale, etc.

La réunion de Caorso nous conforte dans notre détermination à continuer à construire des initia-

tives de lutte en commençant par les échéances pour l'approbation de la taxonomie verte et au-delà. Nous remercions les différentes réalités et mouvements qui ont participé à cette journée. Contre la crise environnementale, énergétique et militaire : débranchons ce système !



No Pasaran!

Cambiare Rotta Bologna

Hier soir à Bologne, des centaines d'antifascistes ont défilé dans les rues de la ville de manière compacte, en criant "NO PASARAN", un mot d'ordre clair et déterminé en réponse à l'agression qui a eu lieu le 4 mai. Un cortège populaire, avec un grand protagonisme juvénile, a apporté jusqu'à Porta Maggiore, le lieu de la violence, la clarté et la colère, deux éléments indispensables pour commencer à organiser la force et répondre coup sur coup aux premiers signes d'un nouveau nazisme. Les messages de solidarité qui sont arrivés de la part de camarades et de camarades de différentes villes et la présence composite des réalités antifascistes de Bologne nous montrent un chemin à parcourir, tout à construire. Les liturgies antifascistes inefficaces ou dépassées n'ont pas trouvé leur place sur une place attentive, qui avait la tâche et la volonté de donner une vraie réponse aux nazis qui tentent de relever la tête dans nos quartiers par l'intimidation, la violence et les menaces.

Celle d'hier soir est une place qui reçoit le bâton d'une tradition antifasciste militante, car les pratiques antifascistes vivent en vertu du fil rouge qui relie leurs expériences, dans une dimension à la fois géographique et historique : de la Résistance italienne à la guerre civile espagnole, qui nous a donné ses mots d'ordre, aussi clairs et efficaces hier qu'aujourd'hui, No pasaràn ; des mouvements et partis anti-impérialistes d'Amérique latine à la résistance populaire dans le Donbass. Ces exemples nous enseignent une réponse déployée par les forces de classe, mais notre tâche consiste à lire les tendances qui se

manifestent maintenant. Pour cette raison, la voie de la mobilisation qui a connu un premier pas hier est la réponse antifasciste nécessaire au retour de la menace nazie et squadriste dans nos villes et notre pays. Nous avons fait les premiers pas pour adapter nos pratiques aux avertissements d'un nouveau type de nazi-fascisme produit par les conditions de la phase que nous vivons et la précipitation de l'affrontement intermédiaire-impérialiste en cours. Tout ce qui se passe à Bologne depuis le 23 avril, c'est-à-dire depuis que nous avons reçu les premières intimidations, doit être lu à la lumière d'un cadre international qui s'est accéléré de manière exponentielle ces derniers mois avec l'invasion russe de l'Ukraine, amenant à maturité des processus qui travaillaient dans l'ombre depuis longtemps.

La guerre en Ukraine, depuis ses préludes, a été activement soutenue par les forces dirigeantes européennes, qui déjà en 2014 lors d'Euro Maidan haranguaient les miliciens de l'armée d'Azov sur la place Maidan de Kiev apportant à l'Ukraine naissante "les salutations de l'Europe qui croit en la liberté et la démocratie". Le fait qu'aujourd'hui l'Union européenne envoie des armes à la "nouvelle résistance" ukrainienne nouvellement proclamée, sans se soucier des "humeurs" de ses citoyens et des représailles de la guerre dans nos pays, n'est ni accidentel ni aussi héroïque qu'on voudrait le dépeindre, mais la parfaite continuité avec la politique de ces dernières années, de passer sous silence la guerre du Donbass, de légitimer les milices nazies utiles à la cause, et de l'alliance pro-atlantiste (inutile de rappeler encore les photos

des miliciens d'Azov avec le drapeau de l'OTAN) dans une fonction anti-russe.

L'utilisation du bras armé fasciste par notre système ne nous surprend pas du tout, comme l'histoire des communistes et du mouvement de classe nous le dit très bien : il s'agit d'un élément récurrent du conflit de classe du 20e siècle en Italie également, lorsque les bourgeoisies nationales ont détourné la lutte des classes sous toutes ses formes, du financement des escadrons du fascisme historique lorsque la révolution d'octobre a secoué le monde et que la Biennale rouge a vu la plupart des usines du pays occupées par des soulèvements révolutionnaires, au recours aux massacres fascistes en utilisant l'instrument de l'État, comme le massacre de la Piazza Fontana en 1969, le massacre de la Piazza della Loggia en 1974 et le massacre de Bologne en 1980. Ce qu'il faut donc souligner, c'est que le fascisme n'est pas seulement le mouvement des chemises noires et des crânes chauves (à ne pas sous-estimer et toujours à surveiller), mais qu'il représente une involution de la dérive impérialiste, afin de se renforcer contre un ennemi interne (les forces de classe) ou avec un ennemi externe (les concurrents dans la compétition inter-impérialiste). C'est un danger qui devient de plus en plus vif dans le cadre de la crise structurelle que connaît notre système depuis des décennies, qui a commencé en 1973 (première crise énergétique) et s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui avec la crise de 2008, la crise de la dette souveraine et enfin le covid : aujourd'hui, nous avons aussi la guerre. Un système en crise qui conduit une fois de plus l'humanité entière vers l'abîme, ouvrant grand la porte aux forces de la réaction et de la barbarie.

La mémoire historique et une lecture correcte de notre présent doivent nous montrer comment le fascisme se manifeste concrètement aujourd'hui : aujourd'hui, les milices paramilitaires en Ukraine, "l'État dans l'État" du bataillon Azov et l'enchèvement avec les forces gouvernementales et la structure impérialiste de l'OTAN ont été utilisés pour contrôler l'une des frontières les plus instables de l'histoire, la frontière orientale. Les œufs laissés à l'est par les forces impérialistes éclosent lentement, montrant le danger des serpents qui en reviennent.

Nous sommes appelés à affûter nos armes, pratiques et théoriques, afin de rattraper une réalité qui avance à pas de géant et se polarise à tel point qu'aujourd'hui notre ennemi de classe s'est compacté, du côté de la guerre et des armes, prenant dans son giron le camp nazi. Nous devons mettre en place une réponse antifasciste qui soit à la hauteur du défi historique posé par la construction d'une Internationale noire - qui a sa base théorique et militaire précisément en Ukraine, et qui relie par un fil noir les nazis-fascistes de tout l'Occident - et le danger de guerre ou de dévastation nucléaire de toute l'humanité.

Nous tenons à souligner que cette légitimation passe également par les fascistes de chez nous, qui ont été habitués ces dernières années à leurs habituelles processions aux flambeaux de la (fausse) mémoire, mais qui tentent maintenant de gagner lentement du terrain. Dans les quartiers et les universités où nos camarades vivent et mènent une intervention politique et antifasciste, dans les ports et les entrepôts où le travail côte à côte avec les syndicats de classe nous montre une riposte patronale et fasciste de plus en plus inquiétante : c'est de la réalité elle-même que nous voyons le dangereux dégageant qui

permet un retour du nazifascisme, des croix celtiques sur les murs aux tentatives de violence sexuelle dans le centre ville.

La journée d'hier a été un premier pas dans cette direction, grâce aussi à la solidarité antifasciste des camarades de nombreuses villes d'Italie qui nous ont montré une proximité militante : s'ils en touchent un, ils en touchent tous, car un camarade qui a subi une tentative de viol ne sera jamais seul. Tout le monde était sur la place, les travailleurs et travailleuses, les étudiants et étudiantes, les jeunes des quartiers populaires.

Il y avait tous les antifascistes qui, aujourd'hui comme hier, savent reconnaître le bon côté de la barricade.

Il est de notre devoir aujourd'hui de multiplier les mobilisations contre la guerre et contre l'OTAN, en maintenant une attention militante élevée contre les régurgitations nazies et contre le révisionnisme historique. Que Bologne soit le premier exemple d'une barricade antifasciste que nous devons nous équiper pour construire et pratiquer dans toute l'Italie.



2 juin : une journée de mobilisation contre la guerre

Giacomo Marchetti » Rete dei Comunisti

Aujourd'hui est une journée de mobilisation contre la guerre. Des manifestations auront lieu dans différentes villes.

À Rome, à 11 heures du matin, au Largo Argentina, un présidium pour "un 2 juin antimilitariste et antiguerre", avec des mots clairs : "Arrêtez d'envoyer des armes, l'Italie hors de l'OTAN, non à l'économie de guerre, oui à l'État-providence".

Un rendez-vous, celui du Capitole, promu par l'Assemblée romaine contre la guerre.

Le sens de l'initiative est bien expliqué par l'annonce : "Dans ce contexte qui voit l'Italie pleinement impliquée dans l'escalade de la guerre, nous ne pouvons accepter une parade de soutien au conflit et la transformation du pays en une République fondée sur la guerre. Le refus de cela passe par la construction de relations internationales basées sur la coopération et la solidarité, le rejet de toute régurgitation nazie-fasciste et la remise du travail au centre des intérêts du pays".

Une initiative qui est explicitement "en lien avec les autres événements anti-guerre dans le reste du pays".

À Gênes, l'Assemblée contre toutes les guerres, qui a fait ses premiers pas il y a environ un mois, a promu une manifestation qui partira à 14 heures de la gare maritime et se dirigera vers l'ouest, en passant par le quartier populaire de San Pier D'Arena.

Une procession qui verra la participation de réalités de toute la Ligurie, en plus de celles de la Superba, et qui se dirigera vers un quartier adjacent au port de plus en plus caractérisé par des servitudes environnementales et militaires.

L'administration actuelle a décidé d'agrandir les entrepôts de produits chimiques, qui couvriront une superficie de 77 mille mètres carrés, transportant 400 mille tonnes de produits chimiques par an ; cela se traduira par 30 camions de plus par jour dans une zone déjà caractérisée par la congestion du trafic et la pollution des navires, également due à l'absence d'électrification des quais.

Et les docks sont désormais un lieu de transit établi pour les dispositifs d'armement, y compris de grandes quantités d'explosifs, faisant du port une "bombe à retardement" que l'establishment de la ville feint d'ignorer.

Là encore, les mots d'ordre du rassemblement sont clairs : "pas de guerre entre les peuples, pas de paix pour ceux qui vendent la mort". Et ils pointent du doigt le complexe militaro-industriel de la ville - en particulier le Leonardo du groupe Finmeccanica (contrôlé par l'État) - et le trafic d'armes dans l'escale de Gênes, qui est depuis des années au centre d'une lutte courageuse menée par un groupe acharné de dockers et de militants contre la ligne Saudi Bahri qui, une fois par mois, fait escale à Gênes, transportant des armes pour le conflit yéménite.

L'appel montre clairement comment le réarm-

ement et les conflits sont une aubaine pour l'industrie de la mort.

"Depuis le début de la guerre en Ukraine, Leonardo S.p.a. (troisième entreprise européenne de défense par son chiffre d'affaires) a augmenté en bourse d'environ 45 %, passant de 6,4 € par action (23 février) à 9,3 € (4 avril)."

La mobilisation la plus importante de la journée pour dire "Non à la base militaire, ni à Coltano ni ailleurs" aura lieu à Pise à partir de 14h30, avec une manifestation nationale qui se prépare depuis des semaines.

Au centre de la mobilisation se trouve ce projet, mis en évidence par l'incipit de l'appel : "190 millions d'euros d'argent public pour une nouvelle base militaire, 73 hectares de terrain, à l'intérieur d'un parc naturel, soustraits à la communauté. 440 000 mètres cubes de béton pour construire des pistes d'atterrissage, des maisons en terrasse pour les soldats du régiment Tuscania, des piscines, des salles de sport et d'autres avantages. Une nouvelle base dans un territoire déjà militarisé qui devient une plaque tournante stratégique de la guerre, décidée secrètement dans des salles institutionnelles de plus en plus éloignées de nos besoins".

Il s'agira d'une longue procession, à la préparation minutieuse, qui a reçu de nombreuses adhésions et verra des autocars partir de différentes villes (Florence, Massa, Prato, Turin, Rome, Bologne et Milan). organisée par le Mouvement No Base - Ni à Coltano ni ailleurs qui a été créé pour s'opposer à cette énième servitude militaire du territoire, qui a tenu sa conférence de presse précisément à l'aéroport militaire de Pise.

Rome, Gênes et surtout Pise seront trois rendez-vous importants, construits pour avoir la plus large participation possible, sur des mots d'ordre clairs qui donneront une expression à cette partie majoritaire de la population qui est contre la guerre et qui en subit les conséquences tous les jours.

Du rapport annuel du gouverneur de la Banque d'Italie, Ignazio Visco, et des propos de Draghi, il ressort clairement ce que l'avenir, déjà présent, nous réserve.

C'est Il Sole 24 Ore qui a mis en évidence dans son titre de première page la recette de Visco : "Non à la flambée des prix et des salaires et à la nouvelle dette", tandis que Draghi se vante d'un nouveau "Pacte social", comme celui du gouvernement Ciampi en 1993, qui atténuerait la capitulation sociale malgré la flambée des prix et la nécessité d'investir dans un État-providence en panne.

Draghi appelle les "syndicats, les entreprises et le gouvernement à travailler ensemble" dans une nouvelle saison de guerre d'austérité concertée.

L'Unione Sindacale di Base, qui a été le protagoniste de deux épisodes importants de la lutte antimilitariste à Pise et à Gênes ces derniers mois et qui a promu la grève du 22 avril dans le secteur privé avec le mot d'ordre "A bas les armes, en haut les salaires", a rédigé le 1er juin un communiqué très dur intitulé "Renversez la table. Chassez le "gouvernement Draghi" dans lequel il a mis ces aspects et la complicité du syndicalisme confédéral de la direction de la CGIL, de la CISL et de l'UIL

"Il est temps de renverser la table", écrit l'USB, "d'évincer Draghi et son gouvernement, il est temps d'une saison forte, large et unie, de luttes et de grèves et de mobilisations, capable de porter notre force et notre colère devant les palais du gouvernement". Cette force et cette colère que nous avons déjà vues à nu le 22 avril à Rome, où avec

les travailleurs la partie la plus consciente de ces jeunes générations sans avenir que l'OSA et Cambiare Rotta organisent a fait grève et a manifesté, et qui sera présente à Rome, Gênes et Pise avec les mots d'ordre : "Des quartiers, des écoles et des universités. BLOQUONS LA CHAÎNE DE LA GUERRE".



Rete dei Comunisti

www.retedeicomunisti.net

[facebook/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

Contropiano

contropiano.org

[facebook/contropiano](https://facebook.com/contropiano)

[instagram/contropiano_org](https://instagram.com/contropiano_org)

Cambiare Rotta

cambiare-rotta.org

[facebook/cambiarerotta.org](https://facebook.com/cambiarerotta.org)

[instagram/cambiarerotta](https://instagram.com/cambiarerotta)

OSA

osa.claims

[facebook/opposizionestudentescaalternativa](https://facebook.com/opposizionestudentescaalternativa)

[instagram/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)

Contacts



Rete dei Comunisti

WWW.RETEDEICOMUNISTI.NET